



THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par *L'Université Toulouse 1 Capitole*
Ecole doctorale de Droit et de Sciences Politiques

Discipline ou spécialité: *Science politique*

Présentée et soutenue par **Cherkaoui Abderahim**

Le 21 octobre 2009

**Les politiques de développement social à l'égard des quartiers en difficulté
Vers une politique de la ville au Maroc**

JURY

- **André CABANIS** Professeur à l'université Toulouse 1 Capitole
- **François-Paul BLANC** Professeur à l'université de Perpignan
- **J-L LOUBET DEL BAYLE** Professeur à l'université Toulouse 1 Capitole
- **Marie-Christine JAILLET** Directrice au CNRS en sociologie urbaine, directrice du LISST (Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires) Toulouse 2

Unité de recherche : *Groupe de Recherche sur la Sécurité et la Gouvernance (GRSG)*

Rapporteurs : *Marie-Christine JAILLET & François Paul BLANC*

Directeur de Thèse : *Professeur André CABANIS*

Résumé

Les attentats du 16 mai 2003 à Casablanca ont dévoilé une situation très critique des quartiers défavorisés dans lesquels vit une partie de la population marocaine. Ces quartiers se caractérisent principalement par des bidonvilles qui remontent, parfois, à plus de cinquante ans. Cela montre que l'Etat était presque absent durant cette période dans ces espaces en dépit de ses interventions qui n'ont pas abouti à éradiquer le phénomène.

La totalité des études consacrées aux bidonvilles confirme que le malaise social s'est ajouté plus tard au malaise urbain en transformant ces espaces abandonnés en des quartiers chauds avec un risque d'exploser à tout moment. L'Etat a pris conscience de cette menace en procédant récemment à des réformes sérieuses notamment dans le domaine de l'habitat à travers le projet « villes sans bidonvilles » (VSB). Simultanément, il a redoublé ses efforts au niveau du développement social par l'initiative nationale de développement humain (INDH) lancée en 2005 par le Roi. Or, l'action sociale du gouvernement reste fragmentée et moins visible par rapport à son activisme urbain.

Notre thèse « vers une politique de la ville au Maroc » se résume par l'importance d'institutionnaliser la démocratie sociale en situant les politiques publiques d'intégration dans un cadre global à travers une démarche territoriale transversale participative. La coordination de l'action gouvernementale est une condition incontournable pour réussir le pari du développement urbain et social, en faisant ainsi des collectivités locales un acteur majeur capable de participer efficacement à ce processus de développement notamment dans sa dimension humaine et sociale.

Social development policies in deprived urban areas Working towards a city policy in Morocco

Abstract

The Casablanca bombings on May 16th 2003 revealed how critical the situation was in deprived urban areas where part of the Moroccan population lives. These areas are characterized mainly by the presence of shantytowns which date back, sometimes, more than fifty years. This shows that the State was hardly present during this period in these areas despite some intervention which didn't manage to get rid of the phenomenon.

All the studies conducted on shantytowns confirm that social unrest later added to urban unrest, transforming these abandoned areas into dangerous areas likely to explode at any time. The State became aware of this threat and recently carried out important reforms particularly with regard to housing via the project "cities without shantytowns". At the same time, it redoubled its efforts concerning social development through the national initiative for human development (INDH) launched in 2005 by the King. However, the government's social action remains fragmented and less visible compared to its urban activism.

This thesis "Working towards a city policy in Morocco" explains the importance of institutionalizing social democracy by locating the public policies of integration within a global framework through participative transversal territorial steps. The coordination of government action is a condition which cannot be overlooked in order to succeed in urban and social development; by thus turning local government agencies into a major actor able to take part effectively in this development process particularly in its human and social dimension.

Les mots clés : Initiative nationale pour le développement humain (INDH)- Programmes villes sans bidonvilles- La politique de la ville- Attentats du 16 mai 2003- Bidonvilles- Quartiers non réglementaires- Médina.